

N° 3219.

ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, et protocole de signature. Signés à Genève, le 13 juillet 1931.

GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, BELGIUM, etc.

Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, July 13, 1931.

N^o 3219. — CONVENTION¹ POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

Textes officiels en français et en anglais. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 34, le 9 juillet 1933, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ROI DES ROIS D'ÉTHIOPIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA ; SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU LIBÉRIA ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE PRINCE DE MONACO ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; LES CAPITAINES-RÉGENTS DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA,

Désirant compléter les dispositions des Conventions internationales de l'opium signées à La Haye, le 23 janvier 1912² et à Genève le 19 février 1925³, en rendant effective par voie d'accord international la limitation de la fabrication des stupéfiants aux besoins légitimes du monde pour les usages médicaux et scientifiques, et en réglementant leur distribution,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Werner Freiherr VON RHEINBABEN, « Staatssekretär z. D. » ;

Le docteur Waldemar KÄHLER, conseiller ministériel au Ministère de l'Intérieur du Reich;

¹ Voir la liste des ratifications et adhésions, page 341, de ce volume.

² Vol. VIII, page 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. LIX, page 346 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXVII, page 48 ; et vol. CXXXVIII, page 416, de ce recueil.

³ Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; vol. CXVII, page 290 ; vol. CXXII, page 355 ; et vol. CXXXIV, page 407, de ce recueil.

No. 3219. — CONVENTION¹ FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS. SIGNED AT GENEVA, JULY 13, 1931.

Official texts in French and English. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 34, on July 9, 1933, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; THE PRESIDENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ; THE PRESIDENT OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE EMPEROR AND KING OF THE KINGS OF ABYSSINIA ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA ; HIS MAJESTY THE KING OF HEJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LIBERIA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; I CAPITANI REGGENTI OF THE REPUBLIC OF SAN MARINO ; HIS MAJESTY THE KING OF SIAM ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA,

Desiring to supplement the provisions of the International Opium Conventions, signed at The Hague on January 23rd, 1912², and at Geneva on February 19th, 1925³, by rendering effective by international agreement the limitation of the manufacture of narcotic drugs to the world's legitimate requirements for medical and scientific purposes and by regulating their distribution,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Werner Freiherr VON RHEINBABEN, " Staatssekretär z.D. " ;

Dr. Waldemar KAHLER, Ministerial Councillor at the Ministry of Interior of the Reich.

¹ See list of ratifications and accessions, page 341, of this Volume.

² Vol. VIII, pages 187, 238 and following ; Vol. XI, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXVII, page 48 ; and Vol. CXXXVIII, page 416, of this Series.

³ Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; Vol. CVII, page 525 ; Vol. CXI, page 411 ; Vol. CXVII, page 290 ; Vol. CXXII, page 355 ; and Vol. CXXXIV, page 407, of this Series.

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

- M. John K. CALDWELL, du Département d'Etat ;
- M. Harry J. ANSLINGER, commissaire des stupéfiants ;
- M. Walter Lewis TREADWAY, M.D., F.A.C.P., chirurgien général adjoint, chef du Service de l'Hygiène publique des Etats-Unis, Division de l'Hygiène mentale ;
- M. Sanborn YOUNG, membre du sénat de l'Etat de Californie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

- Le docteur Fernando PEREZ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

- M. Emerich PFLÜGL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de la Société des Nations ;
- Le docteur Bruno SCHULTZ, directeur de Police et conseiller aulique, membre de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

- Le docteur F. DE MYTTENAERE, inspecteur principal des pharmacies à Hal ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

- Le docteur M. CUELLAR, membre de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

- M. Raul DO RIO BRANCO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES LES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

- Sir Malcolm DELEIVINGNE, K.C.B., adjoint permanent au Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Intérieur ;

POUR LE DOMINION DU CANADA :

- Le colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E., chef de la Division des Stupéfiants, Département des Pensions et de l'Hygiène publique ;
- Le docteur Walter A. RIDDELL, M. A., Ph. D. « Advisory Officer » du Dominion du Canada auprès de la Société des Nations ;

POUR L'INDE :

- Le docteur R. P. PARANJPYE, membre du Conseil de l'Inde ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

- M. Enrique GAJARDO, membre de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

- Le docteur Viriato FIGUEREDO LOÑA, consul à Genève ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. John K. CALDWELL, of the Department of State ;
Mr. Harry J. ANSLINGER, Commissioner of Narcotics ;
Mr. Walter Lewis TREADWAY, M.D., F.A.C.P., Assistant Surgeon-General, United States Public Health, Service Chief, Division of Mental Hygiene ;
Mr. Sanborn YOUNG, Member of the Senate of the State of California ;

THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC :

Dr. Fernando PEREZ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the King of Italy ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Emerich PFLÜGL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Representative accredited to the League of Nations ;
Dr. Bruno SCHULTZ, Police Director and " Conseiller aulique ", Member of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs ;

HIS MAJESTY THE KING OF BELGIUM :

Dr. F. DE MYTTENAERE, Principal Inspector of Chemistry at Hal.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA :

Dr. M. CUELLAR, Member of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. Raul DO RIO BRANCO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

Sir Malcolm DELEIVINGNE, K.C.B., Permanent Deputy-Under-Secretary in the Home Office ;

FOR THE DOMINION OF CANADA :

Colonel C. H. L. SHARMAN, C.M.G., C.B.E., Chief of Narcotic Division, Department of Pensions and National Health ;
Dr. Walter A. RIDDELL, M.A., Ph.D., Dominion of Canada Advisory Officer accredited to the League of Nations ;

FOR INDIA :

Dr. R. P. PARANJPYE, Member of the Council of India ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

M. Enrique GAJARDO, Member of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA :

Dr. Viriato FIGUEREDO LORA, Consul at Geneva ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. Guillermo DE BLANCK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;
Le docteur Benjamin PRIMELLES ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Gustav RASMUSSEN, chargé d'Affaires à Berne ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE (pour la Ville libre de Dantzig) :

M. François SOKAL, ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

M. Charles ACKERMANN, consul général à Genève ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

T. W. RUSSELL, pacha, commandant de la police du Caire et directeur du Bureau central des Informations relatives aux narcotiques ;

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE :

M. Julio CASARES, chef de section au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ROI DES ROIS D'ETHIOPIE :

Le comte LAGARDE, duc d'ENTOTTO, ministre plénipotentiaire, représentant auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Gaston BOURGOIS, consul de France ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. R. RAPHAËL, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA :

M. Luis MARTÍNEZ MONT, professeur de psychologie expérimentale aux Ecoles secondaires de l'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU HEDJAZ, DU NEDJED ET DÉPENDANCES :

Cheik HAFIZ WAHBA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Stefano CAVAZZONI, sénateur, ancien ministre du Travail ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Setsuzo SAWADA, ministre plénipotentiaire, directeur du Bureau du Japon auprès de la Société des Nations ;

M. Shigeo OHDACHI, secrétaire au Ministère de l'Intérieur, chef de la Section administrative ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA :

Le docteur Antoine SOTTILE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

M. Guillermo DE BLANCK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;
Dr. Benjamin PRIMELLES ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Gustav RASMUSSEN, Chargé d'Affaires at Berne ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC (for the Free City of Danzig) :

M. François SOKAL, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE DOMINICAN REPUBLIC :

M. Charles ACKERMANN, Consul-General at Geneva ;

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

T. W. RUSSELL Pasha, Chief of Police of Cairo and Director of the Central Bureau for Information with regard to Narcotics ;

THE PRESIDENT OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE SPANISH REPUBLIC :

M. Julio CASARES, Head of Section at the Ministry for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR AND KING OF THE KINGS OF ABYSSINIA :

Count LAGARDE, Duke of ENTOTTO, Minister Plenipotentiary, Representative accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Gaston BOURGOIS, Consul of France ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA :

M. Luis MARTÍNEZ MONT, Professor of Experimental Psychology in Secondary Schools of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF HEJAZ, NEJD AND DEPENDENCIES :

Cheik HAFIZ WAHBA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Stefano CAVAZZONI, Senator, Former Minister of Labour ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Setsuzo SAWADA, Minister Plenipotentiary, Director of the Japanese Bureau accredited to the League of Nations ;
M. Shigeo OHDACHI, Secretary at the Ministry for Home Affairs, Head of the Administrative Section ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LIBERIA :

Dr. Antoine SOTTILE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Le docteur DOVAS ZAUNIUS, ministre des Affaires étrangères ;
M. Juozas SAKALAUSKAS, chef de Section au Ministère des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Charles VERMAIRE, consul à Genève ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Salvador MARTÍNEZ DE ALVA, observateur permanent auprès de la Société des Nations ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, consul général à Genève ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Le docteur Ernesto HOFFMANN, consul général à Genève ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

Le docteur Ramón V. CABALLERO DE BEDOYA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. W. G. VAN WETTUM, conseiller du Gouvernement pour les affaires internationales de l'opium ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE CHAH DE PERSE :

M. A. SEPAHBODY, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Witold CHODŹKO, ancien ministre ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le docteur Augusto DE VASCONCELLOS, ministre plénipotentiaire, directeur général du Secrétariat portugais de la Société des Nations ;
Le docteur Alexandre FERRAZ DE ANDRADE, premier secrétaire de Légation, chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations ;

LES CAPITAINES-RÉGENTS DE LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN :

Le professeur C. E. FERRI, avocat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse Sérénissime le Prince DAMRAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique, représentant permanent auprès de la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. K. I. WESTMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Dr. Dovas ZAUNIUS, Minister for Foreign Affairs ;
M. Juozas SAKALAUSKAS, Head of Section at the Ministry for Foreign Affairs ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG :

M. Charles VERMAIRE, Consul at Geneva ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Salvador MARTÍNEZ DE ALVA, Permanent Observer accredited to the League of Nations ;

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Conrad E. HENTSCH, Consul-General at Geneva ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

Dr. Ernesto HOFFMANN, Consul-General at Geneva ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY :

Dr. Ramón V. CABALLERO DE BEDOYA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. W. G. VAN WETTUM, Government Adviser for International Opium Questions ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

M. A. SEPAHBODY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Witold CHODŹKO, Former Minister ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, Minister Plenipotentiary, General Director of the Portuguese Secretariat of the League of Nations ;
Dr. Alexandro FERRAZ DE ANDRADE, First Secretary of Legation, Chief of the Portuguese Office accredited to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations ;

I CAPITANI REGGENTI OF THE REPUBLIC OF SAN MARINO :

Professor C. E. FERRI, Advocate ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Serene Highness Prince DAMRAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannic Majesty, Permanent Representative accredited to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. K. I. WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Paul DINICHERT, ministre plénipotentiaire, chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral ;

Le docteur Henri CARRIÈRE, directeur du Service fédéral de l'Hygiène publique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Zdeněk FIERLINGER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, délégué permanent auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

Le docteur Alfredo DE CASTRO, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA :

Le docteur L. G. CHACÍN-ITRIAGO, chargé d'Affaires à Berne, membre de l'Académie de médecine de Caracas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITIONS.

Article premier.

Sauf indication expresse contraire, les définitions ci-après s'appliquent à toutes les dispositions de la présente convention :

1^o Par « Convention de Genève », on entend la Convention internationale de l'opium signée à Genève le 19 février 1925.

2^o par « Drogues », on entend les drogues suivantes, qu'elles soient partiellement fabriquées ou entièrement raffinées :

*Groupe I.**Sous-groupe (a) :*

i) La morphine et ses sels, y compris les préparations faites en partant directement de l'opium brut ou médicinal et contenant plus de 20 % de morphine ;

ii) La diacétylmorphine et les autres esters (éthers-sels) de la morphine et leurs sels ;

iii) La cocaïne et ses sels, y compris les préparations faites en partant directement de la feuille de coca et contenant plus de 0,1 % de cocaïne, tous les esters de l'ecgonine et leurs sels ;

iv) La dihydrooxycodéinone (dont l'eucodal, nom déposé, est un sel)-la dihydrocodéinone (dont le dicodide, nom déposé, est un sel), la dihydromorphinone (dont le dilaudide, nom déposé, est un sel), l'acétylodihydrocodéinone ou l'acétylodéméthylodihydrothébaïne (dont l'acédicone, nom déposé, est un sel), la dihydromorphine (dont le paramorfan, nom déposé, est un sel), leurs esters et les sels de l'une quelconque de ces substances et leurs esters, la N-oxymorphine (génomorphine, nom déposé), les composés N-oxymorphiniques, ainsi que les autres composés morphiniques à azote pentavalent.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

- M. Paul DINICHERT, Minister Plenipotentiary, Chief of the Division for Foreign Affairs of the Federal Political Department ;
Dr. Henri CARRIÈRE, Director of the Federal Service of Public Health ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

- M. Zdeněk FIERLINGER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

- Dr. Alfredo DE CASTRO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA :

- Dr. L. G. CHACÍN-ITRIAGO, Chargé d'Affaires at Berne, Member of the Medical Academy of Caracas,

Who, having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

DEFINITIONS.

Article I.

Except where otherwise expressly indicated, the following definitions shall apply throughout this Convention :

(1) The term " Geneva Convention " shall denote the International Opium Convention signed at Geneva on February 19th, 1925.

(2) The term " the drugs " shall denote the following drugs whether partly manufactured or completely refined :

*Group I.**Sub-Group (a) :*

(i) Morphine and its salts, including preparations made directly from raw or medicinal opium and containing more than 20 per cent of morphine ;

(ii) Diacetylmorphine and the other esters of morphine and their salts ;

(iii) Cocaine and its salts, including preparations made direct from the coca leaf and containing more than 0.1 per cent of cocaine, all the esters of ecgonine and their salts ;

(iv) Dihydrohydroxycodone (of which the substance registered under the name of eucodal is a salt) ; dihydrocodeinone (of which the substance registered under the name of dicodide is a salt), dihydromorphinone (of which the substance registered under the name of dilaudide is a salt), acetyldihydrocodeinone or acetyldemethylodihydrothebaine (of which the substance registered under the name of acedicone is a salt) ; dihydromorphine (of which the substance registered under the name of paramorfan is a salt), their esters and the salts of any of these substances and of their esters, morphine-N-oxide (registered trade name genomorphine), also the morphine-N-oxide derivatives, and the other pentavalent nitrogen morphine derivatives.

Sous-groupe (b) :

L'ecgonine, la thébaïne et leurs sels, les éthers-oxydes de la morphine, tels que la benzylmorphine, et leurs sels, à l'exception de la méthylmorphine (codéine), de l'éthylmorphine et de leurs sels.

Groupe II.

La méthylmorphine (codéine), l'éthylmorphine et leurs sels.

Les substances mentionnées dans le présent paragraphe seront considérées comme « drogues », même lorsqu'elles seront produites par voie synthétique.

Les termes « Groupe I » et « Groupe II » désignent respectivement les groupes I et II du présent paragraphe.

3. Par « opium brut », on entend le suc coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (*Papaver somniferum* L.) et n'ayant subi que les manipulations nécessaires à son emballage et à son transport, quelle que soit sa teneur en morphine.

Par « opium médicinal », on entend l'opium qui a subi les préparations nécessaires pour son adaptation à l'usage médical, soit en poudre ou granulé, soit en forme de mélange avec des matières neutres, selon les exigences de la pharmacopée.

Par « morphine », on entend le principal alcaloïde de l'opium ayant la formule chimique $C_{17}H_{19}O_3N$.

Par « diacétylmorphine », on entend la diacétylmorphine (diamorphine, héroïne) ayant la formule $C_{21}H_{23}O_5N$ ($C_{17}H_{17}(C_2H_3O)_2O_3N$).

Par « feuille de coca », on entend la feuille de l'*Erythroxylon Coca* Lamarck, de l'*Erythroxylon novo-granatense* (Morris) *Hieronymus* et de leurs variétés, de la famille des Erythroxylacées, et la feuille d'autres espèces de ce genre dont la cocaïne pourrait être extraite directement ou obtenue par transformation chimique.

Par « cocaïne », on entend l'éther méthylique de la benzoylecgonine lévogyre ($[\alpha]_D^{20} = -16^{\circ}4$) en solution chloroformique à 20° ayant la formule $C_{17}H_{21}O_4N$.

Par « ecgonine », on entend l'ecgonine lévogyre ($[\alpha]_D^{20} = -45^{\circ}6$ en solution aqueuse à 5 %) ayant la formule $C_9H_{15}O_3N.H_2O$, et tous les dérivés de cette ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération.

Les « drogues » ci-après sont définies par leurs formules chimiques comme suit :

Dihydrooxycodéinone	$C_{18}H_{21}O_4N$	
Dihydrocodéinone	$C_{18}H_{21}O_3N$	
Dihydromorphinone	$C_{17}H_{19}O_3N$	
Acétylodihydrocodéinone ou Acétylodéméthylodihydrothébaïne }	$C_{20}H_{23}O_4N$	($C_{18}H_{20}(C_2H_3O)O_3N$)
Dihydromorphine	$C_{17}H_{21}O_3N$	
N-oxymorphine	$C_{17}H_{19}O_4N$	
Thébaïne	$C_{19}H_{21}O_3N$	
Méthylmorphine (codéine)	$C_{18}H_{21}O_3N$	($C_{17}H_{18}(CH_3O)O_2N$)
Ethylmorphine	$C_{19}H_{23}O_3N$	($C_{17}H_{18}(C_2H_5O)O_2N$)
Benzylmorphine	$C_{24}H_{25}O_3N$	($C_{17}H_{18}(C_7H_7O)O_2N$)

4. Par « fabrication », on entend aussi le raffinage.

Par « transformation », on entend la transformation d'une « drogue » par voie chimique, excepté la transformation des alcaloïdes en leurs sels.

Lorsqu'une des « drogues » est transformée en une autre « drogue », cette opération est considérée comme une transformation par rapport à la première « drogue » et comme une fabrication par rapport à la deuxième.

Par « évaluation », on entend les évaluations fournies conformément aux articles 2 à 5 de la présente convention et, sauf indication contraire du contexte, y compris les évaluations supplémentaires.

Sub-Group (b) :

Ecgonine, thebaine and their salts, benzylmorphine and the other ethers of morphine and their salts, except methylmorphine (codeine), ethylmorphine and their salts.

Group II.

Methylmorphine (codeine), ethylmorphine and their salts.

The substances mentioned in this paragraph shall be considered as drugs even if produced by a synthetic process.

The terms " Group I " and " Group II " shall respectively denote Groups I and II of this paragraph.

3. " Raw opium " means the spontaneously coagulated juice obtained from the capsules of the *Papaver somniferum L.*, which has only been submitted to the necessary manipulations for packing and transport, whatever its content of morphine.

" Medical opium " means raw opium which has undergone the processes necessary to adapt it for medicinal use in accordance with the requirements of the national pharmacopœia, whether in powder form or granulated or otherwise or mixed with neutral materials.

" Morphine " means the principal alkaloid of opium having the chemical formula $C_{17}H_{19}O_3N$.

" Diacetylmorphine " means diacetylmorphine (diamorphine, heroin) having the formula $C_{21}H_{23}O_5N$ ($C_{17}H_{17}(C_2H_3O)_2O_3N$).

" Coca leaf " means the leaf of the *Erythroxylon Coca* Lamarck and the *Erythroxylon novogranatense* (Morris) *Hieronymus* and their varieties, belonging to the family of Erythroxylaceæ and the leaf of other species of this genus from which it may be found possible to extract cocaine, either directly or by chemical transformation.

" Cocaine " means methyl-benzoyl laevo-ecgonine ($[\alpha]_D^{20} = -16.4$) in 20 per cent solution of chloroform of which the formula is $C_{17}H_{21}O_4N$.

" Ecgonine " means laevo-ecgonine ($[\alpha]_D^{20} = -45.6$ in 5 per cent solution of water), of which the formula is $C_9H_{15}O_3N.H_2O$, and all the derivatives of laevo-ecgonine which might serve industrially for its recovery.

The following drugs are defined by their chemical formulæ as set out below :

Dihydrohydroxycodeinone	$C_{18}H_{21}O_4N$	
Dihydrocodeinone	$C_{18}H_{21}O_3N$	
Dihydromorphinone	$C_{17}H_{19}O_3N$	
Acetyldihydrocodeinone or Acetyldemethyldihydrothebaine }	$C_{20}H_{23}O_4N$	($C_{18}H_{20}(C_2H_3O)O_3N$)
Dihydromorphine	$C_{17}H_{21}O_3N$	
Morphine-N-Oxide	$C_{17}H_{19}O_4N$	
Thebaine	$C_{19}H_{21}O_3N$	
Methylmorphine (codeine)	$C_{18}H_{21}O_3N$	($C_{17}H_{18}(CH_3O)O_2N$)
Ethylmorphine	$C_{19}H_{23}O_3N$	($C_{17}H_{18}(C_2H_5O)O_2N$)
Benzylmorphine	$C_{24}H_{25}O_3N$	($C_{17}H_{18}(C_7H_7O)O_2N$)

4. The term " manufacture " shall include any process of refining.

The term " conversion " shall denote the transformation of a drug by a chemical process, with the exception of the transformation of alkaloids into their salts.

When one of the drugs is converted into another of the drugs, this operation shall be considered as conversion in relation to the first-mentioned drug and as manufacture in relation to the other.

The term " estimates " shall denote estimates furnished in accordance with Articles 2 to 5 of this Convention and, unless the context otherwise requires, shall include supplementary estimates.

Le terme « stocks de réserve », dans le cas d'une « drogue » quelconque, désigne les stocks requis :

- i) Pour la consommation intérieure normale du pays ou du territoire où ils sont maintenus ;
- ii) Pour la transformation dans ce pays ou dans ce territoire ; et
- iii) Pour l'exportation.

Le terme « stocks d'Etat », dans le cas d'une « drogue » quelconque, indique les stocks maintenus sous le contrôle de l'Etat, pour l'usage de l'Etat et pour faire face à des circonstances exceptionnelles.

Sauf indication contraire du contexte, le mot « exportation » est considéré comme comprenant la réexportation.

CHAPITRE II

EVALUATIONS.

Article 2.

1. Les Hautes Parties contractantes fourniront annuellement au Comité central permanent institué par le chapitre VI de la Convention de Genève, pour chaque drogue et pour chacun de leurs territoires auxquels s'applique la présente convention, des évaluations conformes aux dispositions de l'article 5 de la présente convention.

2. Lorsqu'une Haute Partie contractante n'aura pas fourni d'évaluations pour l'un quelconque de ses territoires auxquels la présente convention s'applique, à la date prévue à l'article 5, paragraphe 4, ladite évaluation sera établie dans la mesure du possible par l'organe de contrôle prévu à l'article 5, paragraphe 6.

3. Le Comité central permanent demandera pour les pays ou territoires auxquels la présente convention ne s'applique pas, des évaluations établies conformément aux stipulations de la présente convention. Si, pour l'un quelconque de ces pays ou territoires, il n'est pas fourni d'évaluation, l'Organe de contrôle en établira lui-même dans la mesure du possible.

Article 3.

Toute Haute Partie contractante pourra fournir, si c'est nécessaire, pour une année quelconque, et pour l'un quelconque de ses territoires, des évaluations supplémentaires pour ce territoire pour ladite année, en exposant les raisons qui les justifient.

Article 4.

1. Toute évaluation fournie conformément aux articles précédents se rapportant à l'une quelconque des « drogues » requises pour la consommation intérieure du pays ou du territoire pour lequel elle est établie, sera fondée uniquement sur les besoins médicaux et scientifiques de ce pays ou de ce territoire.

2. Les Hautes Parties contractantes pourront, en dehors des stocks de réserve, constituer et maintenir des stocks d'Etat.

Article 5.

1. Les évaluations prévues aux articles 2 à 4 de la présente convention devront être établies selon le modèle qui sera prescrit de temps à autre par le Comité central permanent et communiqué par les soins de ce Comité à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 27.

The term "reserve stocks" in relation to any of the drugs shall denote the stocks required:

- (i) For the normal domestic consumption of the country or territory in which they are maintained,
- (ii) For conversion in that country or territory, and
- (iii) For export.

The term "Government stocks" in relation to any of the drugs shall denote stocks kept under Government control for the use of the Government and to meet exceptional circumstances.

Except where the context otherwise requires, the term "export" shall be deemed to include re-export.

CHAPTER II.

ESTIMATES.

Article 2.

1. Each High Contracting Party shall furnish annually, for each of the drugs in respect of each of his territories to which this Convention applies, to the Permanent Central Board, constituted under Chapter VI of the Geneva Convention, estimates in accordance with the provisions of Article 5 of this Convention.

2. In the event of any High Contracting Party failing to furnish, by the date specified in paragraph 4 of Article 5, an estimate in respect of any of his territories to which this Convention applies, an estimate will, so far as possible, be furnished by the Supervisory Body specified in paragraph 6 of Article 5.

3. The Permanent Central Board shall request estimates for countries or territories to which this Convention does not apply to be made in accordance with the provisions of this Convention. If for any such country estimates are not furnished, the Supervisory Body shall itself, as far as possible, make the estimate.

Article 3.

Any High Contracting Party may, if necessary, in any year furnish in respect of any of his territories supplementary estimates for that territory for that year with an explanation of the circumstances which necessitate such supplementary estimates.

Article 4.

1. Every estimate furnished in accordance with the preceding Articles, so far as it relates to any of the drugs required for domestic consumption in the country or territory in respect of which it is made, shall be based solely on the medical and scientific requirements of that country or territory.

2. The High Contracting Parties may, in addition to reserve stocks, create and maintain Government stocks.

Article 5.

1. Each estimate provided for in Articles 2 to 4 of this Convention shall be in the form from time to time prescribed by the Permanent Central Board and communicated by the Board to all the Members of the League of Nations and to the non-member States mentioned in Article 27.

2. Pour chacune des « drogues », soit sous la forme d'alcaloïdes ou sels ou de préparations d'alcaloïdes ou sels, pour chaque année et pour chaque pays ou territoire, les évaluations devront indiquer :

- a) La quantité nécessaire pour être utilisée comme telle pour les besoins médicaux et scientifiques, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations d'exportation ne sont pas requises, que ces préparations soient destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation ;
- b) La quantité nécessaire aux fins de transformation, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation ;
- c) Les stocks de réserve que l'on désire maintenir ;
- d) La quantité requise pour l'établissement et le maintien des stocks d'Etat, ainsi qu'il est prévu à l'article 4.

Par total des évaluations pour chaque pays ou territoire, on entend la somme des quantités spécifiées sous les alinéas a) et b) du présent paragraphe augmentée des quantités qui peuvent être nécessaires pour porter les stocks des réserves et les stocks d'Etat au niveau désiré, ou déduction faite de toute quantité dont ces stocks pourraient dépasser ce niveau. Il ne sera tenu compte, toutefois, de ces augmentations ou de ces diminutions que pour autant que les Hautes Parties contractantes intéressées auront fait parvenir en temps utile au Comité central permanent les évaluations nécessaires.

3. Chaque évaluation sera accompagnée d'un exposé de la méthode employée pour calculer les différentes quantités qui y seront inscrites. Si les quantités calculées comportent une marge tenant compte des fluctuations possibles de la demande, l'évaluation devra préciser le montant de la marge ainsi prévue. Il est entendu que, dans le cas de l'une quelconque des « drogues » qui sont ou peuvent être comprises dans le groupe II, il peut être nécessaire de laisser une marge plus large que pour les autres « drogues ».

4. Toutes les évaluations devront parvenir au Comité central permanent au plus tard le 1^{er} août de l'année qui précédera celle pour laquelle l'évaluation aura été établie.

5. Les évaluations supplémentaires devront être adressées au Comité central permanent dès leur établissement.

6. Les évaluations seront examinées par un Organe de contrôle. La Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles de la Société des Nations, le Comité central permanent, le Comité d'hygiène de la Société des Nations et l'Office international d'Hygiène publique auront le droit de désigner chacun un membre de cet organe. Le secrétariat de l'Organe de contrôle sera assuré par le Secrétaire général de la Société des Nations en s'assurant la collaboration étroite du Comité central.

Pour tout pays ou territoire pour lequel une évaluation aura été fournie, l'Organe de contrôle pourra demander, sauf en ce qui concerne les besoins de l'Etat, toute indication ou précisions supplémentaire qu'il jugera nécessaire, soit pour compléter l'évaluation ; soit pour expliquer les indications qui y figurent ; à la suite des renseignements ainsi recueillis, il pourra modifier les évaluations avec le consentement de l'Etat intéressé. Dans le cas de l'une quelconque des « drogues » qui sont ou peuvent être comprises dans le groupe II, une déclaration sommaire sera suffisante.

7. Après avoir examiné, conformément au paragraphe 6 ci-dessus, les évaluations fournies et après avoir fixé, conformément à l'article 2, les évaluations pour les pays ou territoires pour lesquels il n'en aura pas été fourni, l'Organe de contrôle adressera, par l'entremise du Secrétaire général et au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année, à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 27 un état contenant les évaluations pour chaque pays ou territoire ; cet état sera accompagné, pour autant que l'Organe de contrôle le jugera nécessaire, d'un exposé des explications fournies ou demandées, conformément au paragraphe 6 ci-dessus, et de toutes observations que l'Organe de contrôle tiendrait à présenter relativement à toute évaluation, explication ou demande d'explication.

8. Toute évaluation supplémentaire communiquée au Comité central permanent au cours de l'année doit être traitée sans délai par l'Organe de contrôle suivant la procédure spécifiée aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus.

2. Every estimate shall show for each country or territory for each year in respect of each of the drugs whether in the form of alkaloids or salts or of preparations of the alkaloids or salts :

(a) The quantity necessary for use as such for medical and scientific needs, including the quantity required for the manufacture of preparations for the export of which export authorisations are not required, whether such preparations are intended for domestic consumption or for export ;

(b) The quantity necessary for the purpose of conversion, whether for domestic consumption or for export ;

(c) The amount of the reserve stocks which it is desired to maintain ;

(d) The quantity required for the establishment and maintenance of any Government stocks as provided for in Article 4.

The total of the estimates for each country or territory shall consist of the sum of the amounts specified under (a) and (b) of this paragraph with the addition of any amounts which may be necessary to bring the reserve stocks and the Government stocks up to the desired level, or after deduction of any amounts by which those stocks may exceed that level. These additions or deductions shall, however, not be taken into account except in so far as the High Contracting Parties concerned shall have forwarded in due course the necessary estimates to the Permanent Central Board.

3. Every estimate shall be accompanied by a statement explaining the method by which the several amounts shown in it have been calculated. If these amounts are calculated so as to include a margin allowing for possible fluctuations in demand, the estimates must indicate the extent of the margin so included. It is understood that in the case of any of the drugs which are or may be included in Group II, a wider margin may be necessary than in the case of the other drugs.

4. Every estimate shall reach the Permanent Central Board not later than August 1st in the year preceding that in respect of which the estimate is made.

5. Supplementary estimates shall be sent to the Permanent Central Board immediately on their completion.

6. The estimates will be examined by a Supervisory Body. The Advisory Committee on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs of the League of Nations, the Permanent Central Board, the Health Committee of the League of Nations and the Office international d'Hygiène publique shall each have the right to appoint one member of this Body. The Secretariat of the Supervisory Body shall be provided by the Secretary-General of the League of Nations, who will ensure close collaboration with the Permanent Central Board.

The Supervisory Body may require any further information or details, except as regards requirements for Government purposes, which it may consider necessary, in respect of any country or territory on behalf of which an estimate has been furnished in order to make the estimate complete or to explain any statement made therein, and may, with the consent of the Government concerned, amend any estimate in accordance with any information or details so obtained. It is understood that in the case of any of the drugs which are or may be included in Group II a summary statement shall be sufficient.

7. After examination by the Supervisory Body as provided in paragraph 6 above of the estimates furnished, and after the determination by that Body as provided in Article 2 of the estimates for each country or territory on behalf of which no estimates have been furnished, the Supervisory Body shall forward, not later than November 1st in each year, through the intermediary of the Secretary-General, to all the Members of the League of Nations and non-member States referred to in Article 27, a statement containing the estimates for each country or territory, and, so far as the Supervisory Body may consider necessary, an account of any explanations given or required in accordance with paragraph 6 above, and any observations which the Supervisory Body may desire to make in respect of any such estimate or explanation, or request for an explanation.

8. Every supplementary estimate sent to the Permanent Central Board in the course of the year shall be dealt with without delay by the Supervisory Body in accordance with the procedure specified in paragraphs 6 and 7 above.

CHAPITRE III

LIMITATION DE LA FABRICATION.

Article 6.

1. Il ne sera fabriqué dans aucun pays ou territoire, au cours d'une année quelconque de quantité d'une « drogue » quelconque supérieure au total des quantités suivantes :

a) La quantité requise, dans les limites des évaluations pour ce pays ou ce territoire pour cette année, pour être utilisée comme telle pour ses besoins médicaux et scientifiques y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations d'exportation ne sont pas requises, que ces préparations soient destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation ;

b) La quantité requise dans les limites des évaluations pour ce pays ou ce territoire, pour cette année, aux fins de transformation, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation ;

c) La quantité qui pourra être requise par ce pays ou ce territoire, pour l'exécution, au cours de l'année, des commandes destinées à l'exportation et effectuées conformément aux dispositions de la présente convention ;

d) La quantité éventuellement requise par ce pays ou territoire pour maintenir les stocks de réserve au niveau spécifié dans les évaluations de l'année envisagée ;

e) La quantité éventuellement requise pour maintenir les stocks d'Etat au niveau spécifié dans les évaluations de l'année envisagée.

2. Il est entendu que si, à la fin d'une année, une Haute Partie contractante constate que la quantité fabriquée dépasse le total des quantités spécifiées ci-dessus, compte tenu des déductions prévues à l'article 7, premier alinéa, cet excédent sera déduit de la quantité qui doit être fabriquée au cours de l'année suivante. En transmettant leurs statistiques annuelles au Comité central permanent, les Hautes Parties contractantes donneront les raisons de ce dépassement.

Article 7.

Pour chaque « drogue », il sera déduit de la quantité dont la fabrication est autorisée, conformément à l'article 6, au cours d'une année quelconque, dans un pays ou territoire quelconque :

i) Toute quantité de la « drogue » importée, y compris ce qui aurait été retourné et déduction faite de ce qui aurait été réexporté ;

ii) Toute quantité de ladite « drogue » saisie et utilisée comme telle pour la consommation intérieure ou la transformation.

S'il est impossible d'effectuer pendant l'exercice en cours l'une des déductions susmentionnées, toute quantité demeurant en excédent à la fin de l'exercice sera déduite des évaluations de l'année suivante.

Article 8.

La quantité d'une « drogue » quelconque, importée ou fabriquée dans un pays ou territoire aux fins de transformation, conformément aux évaluations de ce pays ou de ce territoire, devra être utilisée, si possible, en totalité à cet effet pendant la période visée par l'évaluation.

Toutefois, s'il est impossible d'utiliser ainsi la quantité totale dans la période en question, la fraction demeurant inutilisée à la fin de l'année sera déduite des évaluations de l'année suivante pour ce pays ou ce territoire.

CHAPTER III.

LIMITATION OF MANUFACTURE.

Article 6.

1. There shall not be manufactured in any country or territory in any one year a quantity of any of the drugs greater than the total of the following quantities :

(a) The quantity required within the limits of the estimates for that country or territory for that year for use as such for its medical and scientific needs including the quantity required for the manufacture of preparations for the export of which export authorisations are not required, whether such preparations are intended for domestic consumption or for export ;

(b) The quantity required within the limits of the estimates for that country or territory for that year for conversion, whether for domestic consumption or for export ;

(c) Such quantity as may be required by that country or territory for the execution during the year of orders for export in accordance with the provisions of this Convention;

(d) The quantity, if any, required by that country or territory for the purpose of maintaining the reserve stocks at the level specified in the estimates for that year ;

(e) The quantity, if any, required for the purpose of maintaining the Government stocks at the level specified in the estimates for that year.

2. It is understood that, if at the end of any year, any High Contracting Party finds that the amount manufactured exceeds the total of the amounts specified above, less any deductions made under Article 7, paragraph 1, such excess shall be deducted from the amount to be manufactured during the following year. In forwarding their annual statistics to the Permanent Central Board, the High Contracting Parties shall give the reasons for any such excess.

Article 7.

There shall be deducted from the total quantity of each drug permitted under Article 6 to be manufactured in any country or territory during any one year :

(i) Any amounts of that drug imported including any returned deliveries of the drug, less quantities re-exported.

(ii) Any amounts of the drug seized and utilised as such for domestic consumption or for conversion.

If it should be impossible to make any of the above deductions during the course of the current year, any amounts remaining in excess at the end of the year shall be deducted from the estimates for the following year.

Article 8.

The full amount of any of the drugs imported into or manufactured in any country or territory for the purpose of conversion in accordance with the estimates for that country or territory shall, if possible, be utilised for that purpose within the period for which the estimate applies.

In the event, however, of it being impossible to utilise the full amount for that purpose within the period in question, the portion remaining unused at the end of the year shall be deducted from the estimates for that country or territory for the following year.

Article 9.

Si, au moment où toutes les dispositions de la présente convention deviendront applicables les stocks d'une « drogue » existant à ce moment dans un pays ou territoire dépassent le montant des stocks de réserve de cette « drogue » que ce pays ou territoire désire maintenir, conformément à ses évaluations, cet excédent sera déduit de la quantité qui, normalement, pourrait être fabriquée ou importée, selon le cas, au cours de l'année, conformément aux dispositions de la présente convention.

Si cette procédure n'est pas appliquée, le gouvernement prendra en charge les stocks en excédent existant au moment où toutes les dispositions de la présente convention deviendront applicables. Le gouvernement n'en délivrera, à certains intervalles, que les quantités qui peuvent être délivrées, conformément à la convention. Toutes les quantités ainsi délivrées au cours de l'année seront déduites de la quantité totale destinée à être fabriquée ou importée, selon le cas, au cours de cette même année.

CHAPITRE IV

INTERDICTIONS ET RESTRICTIONS.

Article 10.

1. Les Hautes Parties contractantes interdiront l'exportation de leurs territoires de la diacétylmorphine et de ses sels, ainsi que des préparations contenant de la diacétylmorphine ou ses sels.

2. Toutefois, sur demande émanant du gouvernement d'un pays où la diacétylmorphine n'est pas fabriquée, toute Haute Partie contractante pourra autoriser l'exportation à destination de ce pays des quantités de diacétylmorphine, de ses sels et des préparations contenant de la diacétylmorphine ou ses sels, qui sont nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques de ce pays, à la condition que cette demande soit accompagnée d'un certificat d'importation et soit adressée à l'administration officielle indiquée dans le certificat.

3. Toutes les quantités ainsi importées seront distribuées par le gouvernement du pays importateur et sous sa responsabilité.

Article 11.

1. Le commerce et la fabrication commerciale de tout produit dérivé de l'un des alcaloïdes phénanthrènes de l'opium ou des alcaloïdes ecgoniniques de la feuille de coca, qui ne sera pas utilisé à la date de ce jour pour des besoins médicaux ou scientifiques, ne pourront être permis dans un pays ou territoire quelconque que si la valeur médicale ou scientifique de ce produit a été constatée d'une manière jugée probante par le gouvernement intéressé.

Dans ce cas, à moins que le gouvernement ne décide que le produit en question n'est pas susceptible d'engendrer la toxicomanie ou d'être converti en un produit susceptible d'engendrer la toxicomanie, les quantités dont la fabrication est autorisée ne devront pas, dans l'attente des décisions mentionnées ci-après, dépasser le total des besoins intérieurs du pays ou du territoire pour des fins médicales et scientifiques et la quantité nécessaire pour satisfaire aux commandes d'exportation, et les dispositions de la présente convention seront appliquées audit produit.

2. La Haute Partie contractante qui autorisera le commerce ou la fabrication commerciale d'un de ces produits en avisera immédiatement le Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera cette notification aux autres Hautes Parties contractantes et au Comité d'hygiène de la Société.

Article 9.

If at the moment when all the provisions of the Convention shall have come into force, the then existing stocks of any of the drugs in any country or territory exceed the amount of the reserve stocks of that drug, which, according to the estimates for that country or territory, it is desired to maintain, such excess shall be deducted from the quantity which, during the year, could ordinarily be imported or manufactured as the case may be under the provisions of this Convention.

Alternatively, the excess stocks existing at the moment when all the provisions of the Convention shall have come into force shall be taken possession of by the Government and released from time to time in such quantities only as may be in conformity with the present Convention. Any quantities so released during any year shall be deducted from the total amount to be manufactured or imported as the case may be during that year.

CHAPTER IV.

PROHIBITIONS AND RESTRICTIONS.

Article 10.

1. The High Contracting Parties shall prohibit the export from their territories of diacetylmorphine, its salts, and preparations containing diacetylmorphine, or its salts.

2. Nevertheless, on the receipt of a request from the Government of any country in which diacetylmorphine is not manufactured, any High Contracting Party may authorise the export to that country of such quantities of diacetylmorphine, its salts, and preparations containing diacetylmorphine or its salts, as are necessary for the medical and scientific needs of that country, provided that the request is accompanied by an import certificate and is consigned to the Government Department indicated in the certificate.

3. Any quantities so imported shall be distributed by and on the responsibility of the Government of the importing country.

Article 11.

1. No trade in or manufacture for trade of any product obtained from any of the phenanthrene alkaloids of opium or from the ecgonine alkaloids of the coca leaf, not in use on this day's date for medical or scientific purposes shall take place in any country or territory unless and until it has been ascertained to the satisfaction of the Government concerned that the product in question is of medical or scientific value.

In this case (unless the Government determines that such product is not capable of producing addiction or of conversion into a product capable of producing addiction) the quantities permitted to be manufactured, pending the decision hereinafter referred to, shall not exceed the total of the domestic requirements of the country or territory for medical and scientific needs, and the quantity required for export orders and the provisions of this Convention shall apply.

2. Any High Contracting Party permitting trade in or manufacture for trade of any such product to be commenced shall immediately send a notification to that effect to the Secretary-General of the League of Nations, who shall advise the other High Contracting Parties and the Health Committee of the League.

3. Le Comité d'hygiène, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique, décidera si le produit dont il s'agit peut engendrer la toxicomanie (et doit être assimilé de ce fait aux « drogues » mentionnées dans le sous-groupe *a*) du groupe I), ou s'il peut être transformé en une de ces mêmes drogues (et être, de ce fait, assimilé aux « drogues » mentionnées dans le sous-groupe *b*) du groupe I ou dans le groupe II).

4. Si le Comité d'hygiène décide que, sans être une « drogue » susceptible d'engendrer la toxicomanie, le produit dont il s'agit peut être transformé en une telle « drogue », la question de savoir si ladite « drogue » rentre dans le sous-groupe *b*) du groupe I ou dans le groupe II sera soumise pour décision à un Comité de trois experts qualifiés pour en examiner les aspects scientifiques et techniques. Deux de ces experts seront désignés respectivement par le gouvernement intéressé et par la Commission consultative de l'opium; le troisième sera désigné par les deux précités.

5. Toute décision prise conformément aux deux paragraphes précédents sera portée à la connaissance du Secrétaire général de la Société des Nations, qui la communiquera à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 27.

6. S'il résulte de ces décisions que le produit en question peut engendrer la toxicomanie ou peut être transformé en une « drogue » susceptible de l'engendrer, les Hautes Parties contractantes, dès la réception de la communication du Secrétaire général, soumettront ladite « drogue » au régime prévu par la présente convention, suivant qu'elle sera comprise dans le groupe I ou dans le groupe II.

7. Sur la demande de toute Haute Partie contractante adressée au Secrétaire général, toute décision de cette nature pourra être révisée à la lumière de l'expérience acquise et conformément à la procédure indiquée ci-dessus.

Article 12.

1. L'importation ou l'exportation d'une « drogue » quelconque, en provenance ou à destination du territoire d'une Haute Partie contractante, ne pourront être effectuées que conformément aux dispositions de la présente convention.

2. Les importations d'une « drogue » quelconque, dans un pays ou territoire quelconque et pour une année quelconque, ne pourront excéder le total des évaluations définies à l'article 5 et de la quantité exportée de ce pays ou territoire pendant la même année, déduction faite de la quantité fabriquée dans le pays ou territoire pendant la même année.

CHAPITRE V

CONTRÔLE.

Article 13.

1. *a*) Les Hautes Parties contractantes appliqueront à toutes les « drogues » du groupe I les dispositions de la Convention de Genève, dont celle-ci prévoit l'application aux substances spécifiées à son article 4 (ou des dispositions équivalentes). Les Hautes Parties contractantes appliqueront aussi ces dispositions aux préparations de la morphine et cocaïne visées à cet article 4 et à toutes les préparations des autres « drogues » du groupe I, sauf les préparations qui peuvent être soustraites au régime de la Convention de Genève, conformément à l'article 8 de cette convention.

b) Les Hautes Parties contractantes appliqueront aux solutions ou dilutions de morphine ou de cocaïne, ou de leurs sels, dans une substance inerte, liquide ou solide, et contenant 0,2 % ou moins de morphine ou 0,1 % ou moins de cocaïne, le même traitement qu'aux préparations contenant un pourcentage plus élevé.

3. The Health Committee will thereupon, after consulting the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique, decide whether the product in question is capable of producing addiction (and is in consequence assimilable to the drugs mentioned in sub-group (a) of Group I), or whether it is convertible into such a drug (and is in consequence assimilable to the drugs mentioned in sub-group (b) of Group I or Group II).

4. In the event of the Health Committee deciding that the product is not itself a drug capable of producing addiction, but is convertible into such a drug, the question whether the drug in question shall fall under sub-group (b) of Group I or under Group II shall be referred for decision to a body of three experts competent to deal with the scientific and technical aspects of the matter, of whom one member shall be selected by the Government concerned, one by the Opium Advisory Committee of the League, and the third by the two members so selected.

5. Any decisions arrived at in accordance with the two preceding paragraphs shall be notified to the Secretary-General of the League of Nations, who will communicate it to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in Article 27.

6. If the decisions are to the effect that the product in question is capable of producing addiction or is convertible into a drug capable of producing addiction, the High Contracting Parties will, upon receipt of the communication from the Secretary-General, apply to the drug the appropriate régime laid down in the present Convention according as to whether it falls under Group I or under Group II.

7. Any such decisions may be revised, in accordance with the foregoing procedure, in the light of further experience, on an application addressed by any High Contracting Party to the Secretary-General.

Article 12.

1. No import of any of the drugs into the territories of any High Contracting Party or export from those territories shall take place except in accordance with the provisions of this Convention.

2. The imports in any one year into any country or territory of any of the drugs shall not exceed the total of the estimates as defined in Article 5 and of the amount exported from that country or territory during the year, less the amount manufactured in that country or territory in that year.

CHAPTER V.

CONTROL.

Article 13.

1. (a) The High Contracting Parties shall apply to all the drugs in Group I the provisions of the Geneva Convention which are thereby applied to substances specified in its fourth Article (or provisions in conformity therewith). The High Contracting Parties shall also apply these provisions to preparations made from morphine and cocaine and covered by Article 4 of the Geneva Convention and to all other preparations made from the other drugs in Group I except such preparations as may be exempted from the provisions of the Geneva Convention under its eighth Article.

(b) The High Contracting Parties shall treat solutions or dilutions of morphine or cocaine or their salts in an inert substance, liquid or solid, which contain 0.2 per cent or less of morphine or 0.1 per cent or less of cocaine in the same way as preparations containing more than these percentages.

2. Les Hautes Parties contractantes appliqueront aux « drogues » qui sont ou qui peuvent être comprises dans le groupe II les dispositions suivantes de la Convention de Genève ou des dispositions équivalentes :

a) Les dispositions des articles 6 et 7, en tant qu'elles s'appliquent à la fabrication, à l'importation, à l'exportation et au commerce de gros de ces « drogues » ;

b) Les dispositions du chapitre V, sauf en ce qui concerne les compositions qui contiennent l'une de ces « drogues » et qui se prêtent à une application thérapeutique normale ;

c) Les dispositions des alinéas 1 b), c) et e) et de l'alinéa 2 de l'article 22, étant entendu :

i) Que les statistiques des importations et des exportations pourront être envoyées annuellement et non trimestriellement, et

ii) Que l'alinéa 1 b) et l'alinéa 2 de l'article 22 ne seront pas applicables aux préparations qui contiennent ces « drogues ».

Article 14.

1. Les gouvernements qui auront délivré une autorisation d'exportation, à destination de pays ou de territoires auxquels ne s'appliquent ni la présente convention ni la Convention de Genève, pour une « drogue » qui est ou pourra être comprise dans le groupe I en aviseront immédiatement le Comité central permanent. Il est entendu que si les demandes d'exportation s'élèvent à 5 kilogrammes ou davantage, l'autorisation ne sera pas délivrée avant que le gouvernement soit assuré auprès du Comité central permanent que l'exportation ne provoquera pas un dépassement des évaluations pour le pays ou territoire importateur. Si le Comité central permanent fait savoir qu'il y aura un dépassement, le gouvernement n'autorisera pas l'exportation de la quantité qui provoquerait ce dépassement.

2. S'il ressort des relevés des importations et des exportations adressés au Comité central permanent ou des notifications faites à ce Comité, conformément au paragraphe précédent, que la quantité exportée ou dont l'exportation a été autorisée à destination d'un pays ou territoire quelconque dépasse le total des évaluations définies à l'article 5 pour ce pays ou ce territoire, pour cette année, augmenté de ses exportations constatées, le Comité en avisera immédiatement toutes les Hautes Parties contractantes. Celles-ci ne pourront plus autoriser, pendant l'année en question, aucune nouvelle exportation à destination dudit pays ou territoire, sauf :

i) Dans le cas où une évaluation supplémentaire sera fournie, en ce qui concerne à la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise ; ou

ii) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis du gouvernement du pays exportateur, essentielle aux intérêts de l'humanité ou au traitement des malades.

3. Le Comité central permanent préparera chaque année un état indiquant pour chaque pays ou territoire et pour l'année précédente :

a) Les évaluations de chaque « drogue » ;

b) La quantité de chaque « drogue » consommée ;

c) La quantité de chaque « drogue » fabriquée ;

d) La quantité de chaque « drogue » transformée ;

e) La quantité de chaque « drogue » importée ;

f) La quantité de chaque « drogue » exportée ;

g) La quantité de chaque « drogue » employée à la confection des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations d'exportation ne sont pas requises.

S'il résulte dudit état que l'une des Hautes Parties contractantes a, ou peut avoir manqué aux obligations prévues par la présente convention, le Comité sera en droit de lui demander des explications par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations, et la procédure prévue par les paragraphes 2 à 7 de l'article 24 de la Convention de Genève sera applicable.

2. The High Contracting Parties shall apply to the drugs which are or may be included in Group II the following provisions of the Geneva Convention (or provisions in conformity therewith) :

(a) The provisions of Articles 6 and 7 in so far as they relate to the manufacture, import, export and wholesale trade in those drugs ;

(b) The provisions of Chapter V, except as regards compounds containing any of these drugs which are adapted to a normal therapeutic use ;

(c) The provisions of paragraphs 1 (b), (c) and (e) and paragraph 2 of Article 22 provided :

(i) That the statistics of import and export may be sent annually instead of quarterly, and

(ii) That paragraph 1 (b) and paragraph 2 of Article 22 shall not apply to preparations containing any of these drugs.

Article 14_a

1. Any Government which has issued an authorisation for the export of any of the drugs which are or may be included in Group I to any country or territory to which neither this Convention nor the Geneva Convention applied shall immediately notify the Permanent Central Board of the issue of the authorisation ; provided that, if the request for export amounts to 5 kilogrammes or more, the authorisation shall not be issued until the Government has ascertained from the Permanent Central Board that the export will not cause the estimates for the importing country or territory to be exceeded. If the Permanent Central Board sends a notification that such an excess would be caused, the Government will not authorise the export of any amount which would have that effect.

2. If it appears from the import and export returns made to the Permanent Central Board or from the notifications made to the Board in pursuance of the preceding paragraph that the quantity exported or authorised to be exported to any country or territory exceeds the total of the estimates for that country or territory as defined in Article 5, with the addition of the amounts shown to have been exported, the Board shall immediately notify the fact to all the High Contracting Parties, who will not, during the currency of the year in question, authorise any new exports to that country except :

(i) In the event of a supplementary estimate being furnished for that country in respect both of any quantity over-imported and of the additional quantity required ; or

(ii) In exceptional cases where the export in the opinion of the Government of the exporting country is essential in the interests of humanity or for the treatment of the sick.

3. The Permanent Central Board shall each year prepare a statement showing, in respect of each country or territory for the preceding year :

(a) The estimates in respect of each drug ;

(b) The amount of each drug consumed ;

(c) The amount of each drug manufactured ;

(d) The amount of each drug converted ;

(e) The amount of each drug imported ;

(f) The amount of each drug exported ;

(g) The amount of each drug used for the compounding of preparations, exports of which do not require export authorisations.

If such statement indicates that any High Contracting Party has or may have failed to carry out his obligations under this Convention, the Board shall have the right to ask for explanations, through the Secretary-General of the League of Nations, from that High Contracting Party, and the procedure specified in paragraphs 2 to 7 of Article 24 of the Geneva Convention shall apply in any such case.

Le Comité publiera, le plus tôt possible, l'état visé ci-dessus, et, à moins qu'il ne le juge pas nécessaire, un résumé des explications données ou demandées conformément à l'alinéa précédent, ainsi que toutes observations qu'il tiendrait à faire concernant ces explications ou demandes d'explications.

En publiant les statistiques et autres informations qu'il reçoit en vertu de la présente convention, le Comité central permanent aura soin de ne faire figurer dans ces publications aucune indication susceptible de favoriser les opérations des spéculateurs ou de porter préjudice au commerce légitime d'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes prendront toutes les mesures législatives ou autres nécessaires pour donner effet dans leurs territoires aux dispositions de la présente convention.

Les Hautes Parties contractantes établiront, si elles ne l'ont déjà fait, une administration spéciale ayant pour mission :

- a) D'appliquer les prescriptions de la présente convention ;
- b) De réglementer, surveiller et contrôler le commerce des « drogues » ;
- c) D'organiser la lutte contre la toxicomanie, en prenant toutes les mesures utiles pour en empêcher le développement et pour combattre le trafic illicite.

Article 16.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes exercera une surveillance rigoureuse sur :

- a) Les quantités de matières premières et de « drogues » manufacturées qui se trouvent en la possession de chaque fabricant aux fins de fabrication ou de transformation de chacune de ces « drogues » ou à toutes autres fins utiles ;
- b) Les quantités de « drogues » (ou de préparations contenant ces drogues) produites ;
- c) La manière dont il est disposé des « drogues » et préparations ainsi produites, notamment leur distribution au commerce, à la sortie de la fabrique.

2. Les Hautes Parties contractantes ne permettront pas l'accumulation entre les mains d'un fabricant quelconque de quantités de matières dépassant les quantités requises pour le fonctionnement économique de l'entreprise, en tenant compte des conditions du marché. Les quantités de matières premières en la possession de tout fabricant, à un moment quelconque, ne dépasseront pas les quantités nécessaires pour les besoins de la fabrication pendant le semestre suivant, à moins que le gouvernement, après enquête, n'estime que des conditions exceptionnelles justifient l'accumulation de quantités additionnelles, mais, en aucun cas, les quantités totales qui pourront être accumulées ainsi, ne devront dépasser l'approvisionnement d'une année.

Article 17.

Chacune des Hautes Parties contractantes astreindra chaque fabricant établi sur ses territoires à fournir des rapports trimestriels indiquant :

- a) Les quantités de matières premières de chaque « drogue » qu'il a reçues dans sa fabrique, ainsi que les quantités de « drogues » ou de tout autre produit, quel qu'il soit, fabriqué avec chacune de ces substances. En signalant les quantités de matières premières

The Board shall, as soon as possible thereafter, publish the statement above mentioned together with an account, unless it thinks it unnecessary, of any explanations given or required in accordance with the preceding paragraph and any observations which the Board may desire to make in respect of any such explanation or request for an explanation.

The Permanent Central Board shall take all necessary measures to ensure that the statistics and other information which it receives under this Convention shall not be made public in such a manner as to facilitate the operations of speculators or to injure the legitimate commerce of any High Contracting Party.

CHAPTER VI.

ADMINISTRATIVE PROVISIONS.

Article 15.

The High Contracting Parties shall take all necessary legislative or other measures in order to give effect within their territories to the provisions of this Convention.

The High Contracting Parties shall, if they have not already done so, create a special administration for the purpose of :

- (a) Applying the provisions of the present Convention ;
- (b) Regulating, supervising and controlling the trade in the drugs ;
- (c) Organising the campaign against drug addiction, by taking all useful steps to prevent its development and to suppress the illicit traffic.

Article 16.

1. Each High Contracting Party shall exercise a strict supervision over :

- (a) The amounts of raw material and manufactured drugs in the possession of each manufacturer for the purpose of the manufacture or conversion of any of the drugs or otherwise ;
- (b) The quantities of the drugs or preparations containing the drugs produced ;
- (c) The disposal of the drugs and preparations so produced with especial reference to deliveries from the factories.

2. No High Contracting Party shall allow the accumulation in the possession of any manufacturer of quantities of raw materials in excess of those required for the economic conduct of business, having regard to the prevailing market conditions. The amounts of raw material in the possession of any manufacturer at any one time shall not exceed the amounts required by that manufacturer for manufacture during the ensuing six months, unless the Government, after due investigation, considers that exceptional conditions warrant the accumulation of additional amounts, but in no case shall the total quantities which may be accumulated exceed one year's supply.

Article 17.

Each High Contracting Party shall require each manufacturer within his territories to submit quarterly reports stating :

- (a) The amount of raw materials and of each of the drugs received into the factory by such manufacturer and the quantities of the drugs, or any other products whatever, produced from each of these substances. In reporting the amounts of raw material so

ainsi reçues par lui, le fabricant indiquera la proportion de morphine, de cocaïne ou d'ecgonine contenue dans celles-ci ou qui peut en être retirée — proportion qui sera déterminée par une méthode prescrite par le gouvernement et dans des conditions que le gouvernement considère comme satisfaisantes ;

b) Les quantités, soit de matières premières, soit de produits manufacturés à l'aide de ces matières, qui ont été utilisées au cours du trimestre ;

c) Les quantités restant en stock à la fin du trimestre.

Chacune des Hautes Parties contractantes astreindra chaque négociant en gros établi sur ses territoires à fournir, à la fin de chaque année, un rapport spécifiant pour chaque « drogue » la quantité de cette « drogue » contenue dans les préparations exportées ou importées au cours de l'année et pour l'exportation ou l'importation desquelles il n'est pas requis d'autorisation.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ce que toutes les « drogues » du groupe I qu'elle saisira dans le trafic illicite soient détruites ou transformées en substances non stupéfiantes ou réservées à l'usage médical ou scientifique, soit par le gouvernement, soit sous son contrôle, une fois que ces « drogues » ne sont plus nécessaires pour la procédure judiciaire ou toute autre action de la part des autorités de l'Etat. Dans tous les cas, la diacétylmorphine devra être détruite ou transformée.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes exigeront que les étiquettes sous lesquelles est mise en vente une « drogue » quelconque ou une préparation contenant cette « drogue » indiquent le pourcentage de celle-ci. Elles devront aussi en indiquer le nom de la manière prévue par la législation nationale.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 20.

1. Toute Haute Partie contractante dans l'un quelconque des territoires de laquelle une « drogue » quelconque sera fabriquée ou transformée au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention ou qui, à ce moment ou ultérieurement, se proposera d'autoriser sur son territoire cette fabrication ou transformation, enverra une notification au Secrétaire général de la Société des Nations en indiquant si la fabrication ou la transformation est destinée aux besoins intérieurs seulement ou également à l'exportation, et à quelle époque cette fabrication ou transformation commencera ; elle spécifiera également les « drogues » qui doivent être fabriquées ou transformées, ainsi que le nom et l'adresse des personnes ou des maisons autorisées.

2. Au cas où la fabrication ou la transformation de l'une quelconque des « drogues » cesserait sur son territoire, la Haute Partie contractante enverra une notification à cet effet au Secrétaire général en indiquant la date et le lieu où cette fabrication ou transformation a cessé ou cessera et en spécifiant les « drogues », visées, les personnes ou maisons visées, ainsi que leur nom et leur adresse.

3. Les renseignements fournis conformément aux paragraphes 1 et 2, seront communiqués par le Secrétaire général aux Hautes Parties contractantes.

received, the manufacturer shall state the proportion of morphine, cocaine or ecgonine contained in or producible therefrom as determined by a method prescribed by the Government and under conditions considered satisfactory by the Government ;

(b) The quantities of either the raw material or the products manufactured therefrom which were disposed of during the quarter ;

(c) The quantities remaining in stock at the end of the quarter.

Each High Contracting Party shall require each wholesaler within his territories to make at the close of each year a report stating, in respect of each of the drugs, the amount of that drug contained in preparations, exported or imported during the year, for the export or import of which authorisations are not required.

Article 18.

Each High Contracting Party undertakes that any of the drugs in Group I which are seized by him in the illicit traffic shall be destroyed or converted into non-narcotic substances or appropriated for medical or scientific use, either by the Government or under its control, when these are no longer required for judicial proceedings or other action on the part of the authorities of the State. In all cases diacetylmorphine shall either be destroyed or converted.

Article 19.

The High Contracting Parties will require that the labels under which any of the drugs, or preparations containing those drugs, are offered for sale, shall show the percentage of the drugs. These labels shall also indicate the name of the drugs as provided for in the national legislation.

CHAPTER VII.

GENERAL PROVISIONS.

Article 20.

1. Every High Contracting Party in any of whose territories any of the drugs is being manufactured or converted, at the time when this Convention comes into force, or in which he proposes either at that time or subsequently to authorise such manufacture or conversion, shall notify the Secretary-General of the League of Nations indicating whether the manufacture or conversion is for domestic needs only or also for export, the date on which such manufacture or conversion will begin, and the drugs to be manufactured or converted as well as the names and addresses of persons or firms authorised.

2. In the event of the manufacture or conversion of any of the drugs ceasing in the territory of any High Contracting Party, he shall notify the Secretary-General to that effect, indicating the place and date at which such manufacture or conversion has ceased or will cease and specifying the drugs affected, as well as the names and addresses of persons or firms concerned.

3. The information furnished under this Article shall be communicated by the Secretary-General to the High Contracting Parties.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations les lois et règlements promulgués pour donner effet à la présente convention, et lui transmettront un rapport annuel relatif au fonctionnement de la convention sur leurs territoires, conformément à un formulaire établi par la Commission consultative du trafic de l'opium et autres « drogues » nuisibles.

Article 22.

Les Hautes Parties contractantes feront figurer dans les statistiques annuelles fournies par elles au Comité central permanent les quantités de chacune des « drogues » employées par les fabricants et grossistes pour la confection de préparations, destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation, pour l'exportation desquelles les autorisations ne sont pas requises.

Les Hautes Parties contractantes feront également figurer dans leurs statistiques un résumé des relevés établis par les fabricants, conformément à l'article 17.

Article 23.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations, dans un délai aussi bref que possible des renseignements sur tout cas de trafic illicite découvert par elles et qui pourra présenter de l'importance, soit en raison des quantités de « drogues » en cause, soit en raison des indications que ce cas pourra fournir sur les sources qui alimentent en « drogues » le trafic illicite ou les méthodes employées par les trafiquants illicites.

Ces renseignements indiqueront, dans toute la mesure possible :

- a) La nature et la quantité des « drogues » en cause ;
- b) L'origine des « drogues », les marques et étiquettes ;
- c) Les points de passage où les « drogues » ont été détournées dans le trafic illicite ;
- d) Le lieu d'où les « drogues » ont été expédiées et les noms des expéditeurs, agents d'expédition ou commissionnaires, les méthodes de consignation et les noms et adresses des destinataires s'ils sont connus.
- e) Les méthodes employées et routes suivies par les contrebandiers et éventuellement les noms des navires qui ont servi au transport ;
- f) Les mesures prises par les gouvernements en ce qui concerne les personnes impliquées (et, en particulier, celles qui posséderaient des autorisations ou des licences), ainsi que les sanctions appliquées ;
- g) Tous autres renseignements qui pourraient aider à la suppression du trafic illicite.

Article 24.

La présente convention complétera les Conventions de La Haye de 1912 et de Genève de 1925 dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes liées par l'une au moins de ces dernières conventions.

Article 25.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. À défaut d'un accord sur le choix d'un autre

Article 21.

The High Contracting Parties shall communicate to one another through the Secretary-General of the League of Nations the laws and regulations promulgated in order to give effect to the present Convention, and shall forward to the Secretary-General an annual report on the working of the Convention in their territories, in accordance with a form drawn up by the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Article 22.

The High Contracting Parties shall include in the annual statistics furnished by them to the Permanent Central Board the amounts of any of the drugs used by manufacturers and wholesalers for the compounding of preparations whether for domestic consumption or for export for the export of which export authorisations are not required.

The High Contracting Parties shall also include a summary of the returns made by the manufacturers in pursuance of Article 17.

Article 23.

The High Contracting Parties will communicate to each other, through the Secretary-General of the League of Nations, as soon as possible, particulars of each case of illicit traffic discovered by them which may be of importance either because of the quantities involved or because of the light thrown on the sources from which drugs are obtained for the illicit traffic or the methods employed by illicit traffickers.

The particulars given shall indicate as far as possible :

- (a) The kind and quantity of drugs involved ;
- (b) The origin of the drugs, their marks and labels ;
- (c) The points at which the drugs were diverted into the illicit traffic ;
- (d) The place from which the drugs were despatched, and the names of shipping or forwarding agents or consignors ; the methods of consignment and the name and address of consignees, if known ;
- (e) The methods and routes used by smugglers and names of ships, if any, in which the drugs have been shipped ;
- (f) The action taken by the Government in regard to the persons involved, particularly those possessing authorisations or licences and the penalties imposed ;
- (g) Any other information which would assist in the suppression of illicit traffic.

Article 24.

The present Convention shall supplement the Hague Convention of 1912 and the Geneva Convention of 1925 in the relations between the High Contracting Parties bound by at least one of these latter Conventions.

Article 25.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal

tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut¹ de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage, constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 26.

Toute Haute Partie contractante pourra déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, qu'en acceptant la présente convention, elle n'assume aucune obligation pour l'ensemble ou une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la présente convention ne s'appliquera pas aux territoires mentionnés dans cette déclaration.

Toute Haute Partie contractante pourra ultérieurement donner, à tout moment, avis au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle désire que la présente convention s'applique à l'ensemble ou à une partie de ses territoires qui auront fait l'objet d'une déclaration aux termes de l'alinéa précédent, et la présente convention s'appliquera à tous les territoires mentionnés dans cet avis, comme dans le cas d'un pays ratifiant la convention ou y adhérant.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra déclarer à tout moment, après l'expiration de la période de cinq ans prévue à l'article 32, qu'elle désire que la présente convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à une partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa souveraineté ou sous son mandat, et la convention cessera de s'appliquer aux territoires mentionnés dans cette déclaration, comme s'il s'agissait d'une dénonciation faite conformément aux dispositions de l'article 32.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres mentionnés à l'article 27, toutes les déclarations et tous les avis reçus aux termes du présent article.

Article 27.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 31 décembre 1931, ouverte à la signature au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre qui s'est fait représenter à la conférence qui a élaboré la présente convention, ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente convention à cet effet.

Article 28.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article précédent.

Article 29.

A dater du 1^{er} janvier 1932, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre visés à l'article 27 pourra adhérer à la présente convention.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute¹ of that Court, and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 26.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification, or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates and oversea territories or territories under suzerainty or mandate, and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Convention shall apply to all territories named in such notice in the same manner as in the case of a country ratifying or acceding to the Convention.

Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the five-year period mentioned in Article 32, declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates and oversea territories or territories under suzerainty or mandate, and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration as if it were a denunciation under the provisions of Article 32.

The Secretary-General shall communicate to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in Article 27 all declarations and notices received in virtue of this Article.

Article 27.

The present Convention, of which the French and English texts shall both be authoritative, shall bear this day's date, and shall, until December 31st, 1931, be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations, or of any non-member State which was represented at the Conference which drew up this Convention, or to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 28.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all Members of the League and to the non-member States referred to in the preceding Article.

Article 29.

As from January 1st, 1932, the present Convention may be acceded to on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State mentioned in Article 27.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés audit article.

Article 30.

La présente convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou les adhésions de vingt-cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, y compris quatre Etats parmi les suivants :

Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Japon, Pays-Bas, Suisse, Turquie.

Les dispositions autres que les articles 2 à 5 ne deviendront toutefois applicables que le 1^{er} janvier de la première année pour laquelle les évaluations seront fournies, conformément aux articles 2 à 5.

Article 31.

Les ratifications ou adhésions déposées après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention prendront effet à l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à partir du jour de leur réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 32.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général de la Société des Nations. Cette dénonciation, si elle est reçue par le Secrétaire général le 1^{er} juillet d'une année quelconque ou antérieurement à cette date, prendra effet le 1^{er} janvier de l'année suivante, et, si elle est reçue après le 1^{er} juillet, elle prendra effet comme si elle avait été reçue le 1^{er} juillet de l'année suivante ou antérieurement à cette date. Chaque dénonciation ne sera opérante que pour le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été déposée.

Le Secrétaire général notifiera à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 27 les dénonciations ainsi reçues.

Si, par suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui sont liés par la présente convention se trouve ramené à moins de vingt-cinq, la convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet, conformément aux dispositions du présent article.

Article 33.

Une demande de révision de la présente convention pourra être formulée en tout temps par tout Membre de la Société des Nations ou Etat non membres lié par la convention, par voie de notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette notification sera communiquée par le Secrétaire général à tous les autres Membres de la Société des Nations et Etats non membres ainsi liés, et, si elle est appuyée par un tiers au moins d'entre elles, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir en une conférence aux fins de révision de la convention.

Article 34.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de l'entrée en vigueur de la convention.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in that Article.

Article 30.

The present Convention shall come into force ninety days after the Secretary-General of the League of Nations has received the ratifications or accessions of twenty-five Members of the League of Nations or non-member States, including any four of the following :

France, Germany, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Japan, Netherlands, Switzerland, Turkey, and the United States of America.

Provided always that the provisions of the Convention other than Articles 2 to 5 shall only be applicable from the first of January in the first year in respect of which estimates are furnished in conformity with Articles 2 to 5.

Article 31.

Ratifications or accessions received after the date of the coming into force of this Convention shall take effect as from the expiration of the period of ninety days from the date of their receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 32.

After the expiration of five years from the date of the coming into force of this Convention, the Convention may be denounced by an instrument in writing, deposited with the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation, if received by the Secretary-General on or before the first day of July in any year, shall take effect on the first day of January in the succeeding year, and, if received after the first day of July, shall take effect as if it had been received on or before the first day of July in the succeeding year. Each denunciation shall operate only as regards the Member of the League or non-member State on whose behalf it has been deposited.

The Secretary-General shall notify all the Members of the League and the non-member States mentioned in Article 27 of any denunciations received.

If, as a result of simultaneous or successive denunciations, the number of Members of the League and non-member States bound by the present Convention is reduced to less than twenty-five, the Convention shall cease to be in force as from the date on which the last of such denunciations shall take effect in accordance with the provisions of this Article.

Article 33.

A request for the revision of the present Convention may at any time be made by any Member of the League of Nations or non-member State bound by this Convention by means of a notice addressed to the Secretary-General of the League of Nations. Such notice shall be communicated by the Secretary-General to the other Members of the League of Nations or non-member States bound by this Convention, and, if endorsed by not less than one-third of them, the High Contracting Parties agree to meet for the purpose of revising the Convention.

Article 34.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the day of its entry into force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le treize juillet mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres mentionnés à l'article 27.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the thirteenth day of July, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 27.

Allemagne.

Freiherr VON RHEINBABEN.
Dr. KAHLER.

Germany.

Etats-Unis d'Amérique.

John K. CALDWELL.
Harry J. ANSLIGER.
Walter Lewis TREADWAY.
Sanborn YOUNG.

United States of America.

(1) The Government of the United States of America reserves the right to impose, for purpose of internal control and control of import into and export from territory under its jurisdiction of opium, coca leaves, all of their derivatives and similar substances produced by synthetic process, measures stricter than the provisions of the Convention.

(2) The Government of the United States of America reserves the right to impose, for purposes of controlling transit through its territories of raw opium, coca leaves, all of their derivatives and similar substances produced by synthetic process, measures by which the production of an import permit issued by the country of destination may be made a condition precedent to the granting of permission for transit through its territory.

(3) The Government of the United States of America finds it impracticable to undertake to send statistics of import and export to the Permanent Central Opium Board short of sixty days after the close of the three-month period to which such statistics refer.

(4) The Government of the United States of America finds it impracticable to undertake to state separately amounts of drugs purchased or imported for Government purposes.

(5) Plenipotentiaries of the United States of America formally declare that the signing of the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs by them on the part of the United States of America on this date is not to be construed to mean that the Government of the United States of America recognises a regime or entity which signs or accedes to the Convention as the Government of a country when that regime or entity is not recognised by the Government of the United States of America as the Government of that country.

(6) The plenipotentiaries of the United States of America further declare that the participation of the United States of America in the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, signed on this date, does not involve any contractual obligation on the part of the United States of America to a country represented by a regime or entity which

the Government of the United States of America does not recognise as the Government of that country until such country has a Government recognised by the Government of the United States of America.¹

J. K. C.
H. J. A.
W. L. T.
S. Y.

République Argentine.

Argentine Republic.

Ad referendum.
Fernando PEREZ.

Autriche.

Austria.

E. PFLÜGL.
Dr Bruno SCHULTZ.

Belgique.

Belgium.

Dr F. DE MYTTENAERE.

Bolivie.

Bolivia.

M. CUELLAR.

Brésil.

Brazil.

Raul DO RIO BRANCO.

¹ Traduction par le Secrétariat de la Société des Nations.

1. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit d'appliquer, en vue de l'exercice d'un contrôle intérieur et d'un contrôle des importations et des exportations d'opium, de feuilles de coca et de tous leurs dérivés, et de produits synthétiques analogues, effectués par les territoires placés sous sa juridiction, des mesures plus strictes que les dispositions de la convention.

2. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit d'appliquer, en vue de l'exercice d'un contrôle sur le transit à travers ses territoires de l'opium brut, des feuilles de coca, de tous leurs dérivés et des produits synthétiques analogues, des mesures en vertu desquelles l'octroi d'une autorisation de transit à travers son territoire pourra être subordonné à la production d'un permis d'importation délivré par le pays de destination.

3. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne voit pas la possibilité de s'engager à envoyer au Comité central permanent de l'opium des statistiques des importations et des exportations avant un délai de soixante jours à dater de la fin de la période de trois mois à laquelle se rapportent ces statistiques.

4. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne voit pas la possibilité de s'engager à indiquer séparément les quantités de stupéfiants achetées ou importées pour les besoins de l'Etat.

5. Les plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que le fait qu'ils ont signé ce jour, pour le compte des Etats-Unis d'Amérique, la Convention pour la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants, ne doit pas être interprété comme signifiant que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique reconnaît un régime ou une entité qui signe la convention ou y accède comme constituant le gouvernement d'un pays, lorsque ce régime ou cette entité n'est pas reconnue par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique comme constituant le gouvernement de ce pays.

6. Les plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique déclarent, en outre, que la participation des Etats-Unis d'Amérique à la Convention pour la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants, signée ce jour, n'implique aucune obligation contractuelle de la part des Etats-Unis d'Amérique à l'égard d'un pays représenté par un régime ou une entité que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne reconnaît pas comme constituant le gouvernement de ce pays, tant que ce pays n'a pas un gouvernement reconnu par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

Great Britain and Northern Ireland.

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

Malcolm DELEIVINGNE.

Canada.

C. H. L. SHARMAN.

W. A. RIDDELL.

Canada.

Inde.

R. P. PARANJPYE.

India.

Chili.

Enrique J. GAJARDO V.

Chile.

Costa-Rica.

Viriato FIGUEREDO LORA.

Costa Rica.

Cuba.

G. DE BLANCK.

D^r B. PRIMELLES.

Cuba.

Danemark.

Gustav RASMUSSEN.

Denmark.

Ville Libre de Dantzig.

F. SOKAL.

Free City of Danzig.

République Dominicaine.

Ch. ACKERMANN.

Dominican Republic.

Egypte.

T. W. RUSSELL.

Egypt.

Espagne.

Julio CASARES.

Spain.

Ethiopie.

C^{te} LAGARDE DUC d'ENTOTTO.

Abyssinia.

France.

Le Gouvernement français fait toutes ses réserves en ce qui concerne les colonies, protectorats et pays sous mandat dépendant de son autorité, sur la possibilité de produire régulièrement dans le délai strictement imparti les statistiques trimestrielles visées par l'article 13.¹

France.

G. BOURGOIS.

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :

The French Government makes every reservation, with regard to the Colonies, Protectorates and Mandated Territories under its authority, as to the possibility of regularly producing the quarterly statistics referred to in Article 13 within the strict time-limit laid down.

<i>Grèce.</i>	R. RAPHAËL.	<i>Greece.</i>
<i>Guatémala.</i>	Luis MARTÍNEZ MONT.	<i>Guatemala.</i>
<i>Hedjaz, Nedjed et Dépendances.</i>	HAFIZ WAHBA.	<i>Hejaz, Nejd and Dependencies.</i>
<i>Italie.</i>	CAVAZZONI Stefano.	<i>Italy.</i>
<i>Japon.</i>	S. SAWADA. S. OHDACHI.	<i>Japan.</i>
<i>Libéria.</i>	D ^r A. SOTTILE. Sous réserve de ratification du Sénat de la République de Libéria ¹ .	<i>Liberia.</i>
<i>Lithuanie.</i>	ZAUNIUS.	<i>Lithuania.</i>
<i>Luxembourg.</i>	Ch. G. VERMAIRE.	<i>Luxemburg.</i>
<i>Mexique.</i>	S. MARTÍNEZ DE ALVA.	<i>Mexico.</i>
<i>Monaco</i>	C. HENTSCH.	<i>Monaco.</i>
<i>Panama.</i>	D ^r Ernesto HOFFMANN.	<i>Panama.</i>
<i>Paraguay.</i>	R. V. CABALLERO DE BEDOYA.	<i>Paraguay.</i>
<i>Pays-Bas.</i>	V. WETTUM.	<i>The Netherlands.</i>

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :
Subject to ratification by the Senate of the Republic of Liberia.

<i>Perse.</i>	A. SEPAHBODY.	<i>Persia.</i>
<i>Pologne.</i>	CHODŹKO.	<i>Poland.</i>
<i>Portugal.</i>	Augusto DE VASCONCELLOS. A. M. FERRAZ DE ANDRADE.	<i>Portugal.</i>
<i>Roumanie.</i>	C. ANTONIADE.	<i>Roumania.</i>
<i>Saint-Marin.</i>	FERRI Charles Emile.	<i>San Marino.</i>
<i>Siam.</i>	DAMRAS. As our Harmful Habit-forming Drugs Law goes beyond the provisions of the Geneva Convention and the present Convention on certain points, my Government reserves the right to apply our existing law. ¹	<i>Siam.</i>
<i>Suède.</i>	K. I. WESTMAN.	<i>Sweden.</i>
<i>Suisse.</i>	Paul DINICHERT. D ^r H. CARRIÈRE.	<i>Switzerland.</i>
<i>Tchécoslovaquie.</i>	Zd. FIERLINGER.	<i>Czechoslovakia.</i>
<i>Uruguay.</i>	Alfredo DE CASTRO.	<i>Uruguay.</i>
<i>Venezuela.</i>	<i>Ad referendum</i> L. G. CHACÍN ITRIAGO.	<i>Venezuela.</i>

¹ Traduction par le Secrétariat de la Société des Nations.

Etant donné que la loi siamoise relative aux drogues donnant lieu à une toxicomanie va plus loin que la Convention de Genève et que la présente convention, en ce qui concerne certains points, mon Gouvernement se réserve le droit d'appliquer la loi en question.

RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

Dépôt des ratifications :

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . .	28 avril 1932.
PORTUGAL	17 juin 1932.

Le Gouvernement portugais fait toutes ses réserves en ce qui concerne ses colonies, sur la possibilité de produire régulièrement, dans le délai strictement imparti, les statistiques trimestrielles visées par l'article 13.

SUÈDE	12 août 1932.
PERSE	28 septembre 1932.
CANADA	17 octobre 1932.
INDE	14 novembre 1932.
MONACO	16 février 1933.
MEXIQUE	13 mars 1933.

« El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, se reserva el derecho de imponer, dentro de su territorio, como ya lo ha hecho, medidas más estrictas que las establecidas por la misma Convención, para la restricción del cultivo o elaboración, uso, posesión, importación, exportación y consumo de las drogas a que se refiere la presente Convención. »

Traduction :

Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique se réserve le droit d'imposer, dans son territoire, comme il l'a déjà fait, des mesures plus strictes que celles établies par la convention elle-même, pour la restriction de la culture ou de l'élaboration, l'usage, la possession, l'importation, l'exportation et la consommation des drogues auxquelles se réfère la présente convention.

ITALIE	21 mars 1933.
CHILI	31 mars 1933.
GRANDE-BRETAGNE ET IR- LANDE DU NORD	1 ^{er} avril 1933.

Traduction :

Sa Majesté n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'un quelconque de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de son Gouvernement dans le Royaume-Uni.

CUBA	4 avril 1933.
BRÉSIL	5 avril 1933.
COSTA-RICA	5 avril 1933.
ESPAGNE	7 avril 1933.
URUGUAY	7 avril 1933.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	8 avril 1933.
ALLEMAGNE	10 avril 1933.

RATIFICATIONS AND ACCESSIONS.

Deposit of ratifications :

UNITED STATES OF AMERICA	April 28, 1932.
PORTUGAL	June 17, 1932.

The Portuguese Government makes every reservation with regard to its colonies as to the possibility of regularly producing the quarterly statistics referred to in Article 13 within the strict time-limit laid down.

SWEDEN	August 12, 1932.
PERSIA	September 28, 1932.
CANADA	October 17, 1932.
INDIA	November 14, 1932.
MONACO	February 16, 1933.
MEXICO	March 13, 1933.

Translation :

The Government of the United States of Mexico reserves the right to impose in its territory — as it has already done — measures more severe than those laid down by the Convention itself, for the restriction of the cultivation or the preparation, use, possession, importation, exportation and consumption of the drugs to which the present convention refers.

ITALY	March 21, 1933.
CHILE	March 31, 1933.
GREAT BRITAIN AND NOR- HERN IRELAND	April 1, 1933.

His Majesty does not assume any obligation in respect of any of His colonies, protectorates and overseas territories or territories under suzerainty or under mandate exercised by His Government in the United Kingdom.

CUBA	April 4, 1933.
BRAZIL	April 5, 1933.
COSTA RICA	April 5, 1933.
SPAIN	April 7, 1933.
URUGUAY	April 7, 1933.
DOMINICAN REPUBLIC	April 8, 1933.
GERMANY	April 10, 1933.

Dépôt des ratifications (suite) :

BELGIQUE 10 avril 1933.

Cette ratification n'engage ni le Congo belge ni le territoire du Ruanda Urundi placé sous le mandat de la Belgique.

EGYPTE 10 avril 1933.
FRANCE 10 avril 1933.
LITHUANIE 10 avril 1933.
SUISSE 10 avril 1933.
POLOGNE 11 avril 1933.
ROUMANIE 11 avril 1933.
TCHÉCOSLOVAQUIE 12 avril 1933.
VILLE LIBRE DE DANTZIG 18 avril 1933.
(par l'intermédiaire de la Pologne).
GUATÉMALA 1^{er} mai 1933.
PAYS-BAS 22 mai 1933.
Y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao.
SAINT-MARIN 12 juin 1933.
VENEZUELA 15 novembre 1933.
SIAM 22 février 1934.

Adhésions :

NICARAGUA 16 mars 1932.
PÉROU 20 mai 1932.
SOUDAN 25 août 1932.
BULGARIE 20 mars 1933.
TURQUIE 3 avril 1933.
SALVADOR 7 avril 1933.

« a) La República de El Salvador no está de acuerdo con lo estatuido por el Art. 26, ya que no encuentra ninguna justificación para que se conceda a las Altas Partes Contratantes la facultad de sustraer de los beneficios del Convenio a sus colonias, protectorados y territorios allende el mar bajo su mandato ; y

b) La República de El Salvador consigna su inconformidad con las reservas contenidas en los Nos, 5 y 6 de las declaraciones formuladas por los Plenipotenciarios de los Estados Unidos de Norte América. por cuanto se refiere a Gobiernos por el de aquella Nación no reconocidos, reservas que estima lesivas para la soberanía nacional de El Salvador, cuyo actual Gobierno, si bien hasta la fecha no está reconocido por el de los Estados Unidos, sí lo está por los de la mayor parte de las Naciones civilizadas del mundo, las que le han otorgado su reconocimiento convencidas de su constitucionalidad perfecta y de que garantiza plenamente el cumplimiento de sus deberes internacionales, contando como cuenta con el apoyo unánime, decidido y eficaz de todos los habitantes de la República, ciudadanos de ésta o extranjeros en ella domiciliados.

Entiende la Republica de El Salvador, respetuosa de los regímenes interiores de las demás naciones, que no es la Convención de que aquí se trata, de índole estrictamente higiénica y humanitaria, ocasión propicia para hacer reservas de caracter político, como las que motivan esta observación. »

Traduction :

a) La République du Salvador n'est pas d'accord sur les dispositions de l'article 26, étant donné qu'il n'y a aucun motif pour que l'on accorde aux Hautes Parties contractantes la

Deposit of ratifications (continued) :

BELGIUM April 10, 1933.

Translation :

This ratification does not include the Belgian Congo or the Territory of Ruanda-Urundi under Belgian mandate.

EGYPT April 10, 1933.
FRANCE April 10, 1933.
LITHUANIA April 10, 1933.
SWITZERLAND April 10, 1933.
POLAND April 11, 1933.
ROUMANIA April 11, 1933.
CZECHOSLOVAKIA April 12, 1933.
FREE CITY OF DANZIG April 18, 1933.
(Through the intermediary of Poland.)
GUATEMALA May 1st, 1933.
THE NETHERLANDS May 22, 1933.
(Including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.)
SAN MARINO June 12, 1933.
VENEZUELA November 15, 1933.
SIAM February 22, 1934.

Accessions :

NICARAGUA March 16, 1932.
PERU May 20, 1932.
SUDAN August 25, 1932.
BULGARIA March 20, 1933.
TURKEY April 3, 1933.
SALVADOR April 7, 1933.

Translation :

(a) The Republic of Salvador does not agree to the provisions of Article 26, on the ground that there is no reason why the High Contracting Parties should be given the option of not applying

faculté de soustraire leurs colonies, protectorats et territoires d'outre-mer sous mandat aux effets de la Convention ;

b) La République du Salvador se déclare en désaccord au sujet des réserves contenues aux numéros 5 et 6 des déclarations formulées par les plénipotentiaires des Etats-Unis de l'Amérique du Nord concernant les gouvernements non reconnus par le gouvernement de ce pays, réserves qui, à son avis, portent atteinte à la souveraineté nationale du Salvador dont le Gouvernement actuel, bien que non reconnu jusqu'à présent par celui des Etats-Unis, l'a été par la plus grande partie des pays civilisés du monde ; si ces pays l'ont reconnu, c'est qu'ils sont persuadés de son caractère parfaitement constitutionnel et convaincus qu'il fournit une garantie pleine et entière de l'accomplissement de ses devoirs internationaux, étant donné l'appui unanime, décidé et efficace dont il jouit de la part de tous les habitants de la République, citoyens de ce pays ou étrangers y domiciliés.

La République du Salvador, respectueuse des régimes intérieurs des autres nations, estime que la convention en question, de caractère strictement hygiénique et humanitaire, ne fournit pas une occasion propice pour formuler des réserves de caractère politique telles que celles qui motivent la présente observation.

HONGRIE 10 avril 1933.
 ETAT LIBRE D'IRLANDE . . . 11 avril 1933.
 HAÏTI 4 mai 1933.
 CHINE 10 janvier 1934.
 COMMONWEALTH D'AUSTRA-
 LIE 24 janvier 1934.

Cette adhésion s'étend à la Papouasie, à l'île de Norfolk et aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

COLOMBIE 29 janvier 1934.

Adhésions sous réserve de ratification :

EQUATEUR.
 HONDURAS.

the Convention to their colonies, protectorates, and overseas mandated territories.

(b) The Republic of Salvador states that it disagrees with the reservations embodied in Nos. 5 and 6 of the declarations made by the plenipotentiaries of the United States of America regarding Governments not recognised by the Government of that country ; in its opinion, those reservations constitute an infringement of the national sovereignty of Salvador, whose present Government, though not as yet recognised by the United States Government, has been recognised by the majority of the civilised countries of the world. Their recognition is due to their conviction that that Government is a perfectly constitutional one and affords a full and complete guarantee of the performance of its international duties inasmuch as it enjoys the unanimous, decided and effective support of all the inhabitants of the Republic, whether citizens of the country or foreigners resident therein.

As it respects the internal regimes of other nations, the Republic of Salvador considers that the Convention in question, being of a strictly hygienic and humanitarian character, does not offer a suitable occasion to formulate such political reservations as have called forth this comment

HUNGARY April 10, 1933.
 IRISH FREE STATE April 11, 1933.
 HAITI May 4, 1933.
 CHINA January 10, 1934.
 COMMONWEALTH OF AUS-
 TRALIA January 24, 1934.

This accession applies to Papua, Norfolk Island and the mandated territories of New Guinea and Nauru.

COLOMBIA January 29, 1934.

Accessions subject to ratification :

ECUADOR.
 HONDURAS.

PROTOCOLE DE SIGNATURE ¹.

I. En signant la convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, et au nom de leurs gouvernements respectifs, déclarent être convenus de ce qui suit :

Si, à la date du 13 juillet 1933, ladite convention n'est pas entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article 30, le Secrétaire général de la Société des Nations soumettra la situation au Conseil de la Société des Nations, qui pourra, soit convoquer une nouvelle conférence de tous les Membres de la Société des Nations et Etats non membres au nom desquels la convention aura été signée ou des ratifications ou des adhésions auront été déposées, en vue d'examiner la situation, soit prendre les mesures qu'il considérerait comme nécessaires. Le gouvernement de chaque Membre de la Société des Nations ou Etat non membre signataire ou adhérent s'engage à se faire représenter à toute conférence ainsi convoquée.

II. Le gouvernement du Japon a fait la réserve exprimée ci-dessous, qui est acceptée par les autres Hautes Parties contractantes :

La morphine brute produite au cours de la fabrication de l'opium à fumer dans la fabrique du Gouvernement général de Formose et tenue en stock par ce gouvernement, ne sera pas soumise aux mesures de limitation prévues à la présente convention.

Il ne sera retiré de temps à autre de ces stocks de morphine brute que les quantités qui pourront être requises pour la fabrication de la morphine raffinée dans les fabriques munies d'une licence par le Gouvernement japonais conformément aux dispositions de la présente convention.

¹ Voir la liste des ratifications et adhésions, page 349 de ce volume.

PROTOCOL OF SIGNATURE ¹.

I. When signing the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs dated this day, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to that effect and in the name of their respective Governments, declare to have agreed as follows :

If, on July 13th, 1933, the said Convention is not in force in accordance with the provisions of Article 30, the Secretary-General of the League of Nations shall bring the situation to the attention of the Council of the League of Nations, which may either convene a new Conference of all the Members of the League and non-member States on whose behalf the Convention has been signed or ratifications or accessions deposited, to consider the situation, or take such measures as it considers necessary. The Government of every signatory or acceding Member of the League of Nations or non-member State undertakes to be present at any Conference so convened.

II. The Japanese Government made the following reservation, which is accepted by the other High Contracting Parties :

Crude morphine resulting from the manufacture of prepared opium in the factory of the Government-General of Formosa and held in stock by that Government shall not be subjected to the limitation measures provided for in this Convention.

Such stocks of crude morphine will only be released from time to time in such quantities as may be required for the manufacture of refined morphine in factories licensed by the Japanese Government in accordance with the provisions of the present Convention.

¹ See list of ratifications and accessions page 349 of this Volume.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent protocole.

Fait à Genève, le treize juillet mil neuf cent trente et un, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la conférence.

In faith whereof the undersigned have affixed their signatures to this Protocol.

Done at Geneva, the thirteenth day of July, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations ; certified true copies will be transmitted to all Members of the League of Nations and to all non-member States represented at the Conference.

Allemagne.

Freiherr VON RHEINBABEN.
Dr. KAHLER.

Germany.

Etats-Unis d'Amérique.

John K. CALDWELL.
Harry J. ANSLINGER.
Walter Lewis TREADWAY.
Sanborn YOUNG.

United States of America.

République Argentine.

Ad referendum.
Fernando PEREZ.

Argentine Republic.

Autriche.

Dr E. PFLÜGL.
Dr Bruno SCHULTZ.

Austria.

Belgique.

Dr F. DE MYTTENAERE.

Belgium.

Bolivie.

M. CUELLAR.

Bolivia.

Brésil.

Raul DO RIO BRANCO.

Brazil.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations.

Great Britain and Northern Ireland.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

Malcolm DELEVINGNE.

Canada.

C. H. L. SHARMAN.
W. A. RIDDELL.

Canada.

Inde.

R. P. PARANJPYE.

India.

<i>Chili.</i>	Enrique J. GAJARDO V.	<i>Chile.</i>
<i>Costa-Rica.</i>	Viriato FIGUEREDO LORA.	<i>Costa Rica.</i>
<i>Cuba.</i>	G. DE BLANCK. Dr. B. PRIMELLES.	<i>Cuba.</i>
<i>Danemark.</i>	Gustav RASMUSSEN.	<i>Denmark.</i>
<i>Ville Libre de Dantzig.</i>	F. SOKAL.	<i>Free City of Danzig.</i>
<i>République Dominicaine.</i>	Ch. ACKERMANN.	<i>Dominican Republic.</i>
<i>Egypte.</i>	T. W. RUSSELL.	<i>Egypt.</i>
<i>Espagne.</i>	Julio CASARES.	<i>Spain.</i>
<i>Ethiopie.</i>	Cte LAGARDE duc d'ENTOTTO.	<i>Abyssinia</i>
<i>France.</i>	G. BOURGOIS.	<i>France.</i>
<i>Grèce.</i>	R. RAPHAËL.	<i>Greece.</i>
<i>Guatémala.</i>	Luis MARTÍNEZ MONT.	<i>Guatemala.</i>
<i>Hedjaz, Nedjed et Dépendances.</i>	HAFIZ WAHBA.	<i>Hejaz, Nejd and Dependencies.</i>
<i>Italie.</i>	CAVAZZONI Stefano.	<i>Italy.</i>
<i>Japon.</i>	S. SAWADA. S. OHDACHI.	<i>Japan.</i>
<i>Lithuanie.</i>	J. SAKALAUSKAS.	<i>Lithuania.</i>
<i>Luxembourg.</i>	Ch. G. VERMAIRE.	<i>Luxemburg.</i>

<i>Mexique.</i>	S. MARTÍNEZ DE ALVA.	<i>Mexico.</i>
<i>Monaco.</i>	C. HENTSCH.	<i>Monaco.</i>
<i>Panama.</i>	Dr. Ernesto HOFFMANN.	<i>Panama.</i>
<i>Paraguay.</i>	R. V. CABALLERO DE BEDOYA.	<i>Paraguay.</i>
<i>Pays-Bas.</i>	My signature is subject to the reserve made by me on § 2 of Article 22 in the morning meeting of July 12th, 1931. ¹ V. WETTUM.	<i>The Netherlands.</i>
<i>Perse.</i>	A. SEPAHBODY.	<i>Persia.</i>
<i>Pologne.</i>	CHODŹKO.	<i>Poland.</i>
<i>Portugal.</i>	Augusto DE VASCONCELLOS. A. M. FERRAZ DE ANDRADE.	<i>Portugal.</i>
<i>Roumanie.</i>	C. ANTONIADE.	<i>Roumania.</i>
<i>Saint-Marin.</i>	FERRI Charles Emile.	<i>San Marino.</i>
<i>Siam.</i>	DAMRAS.	<i>Siam.</i>
<i>Suède.</i>	K. J. WESTMAN.	<i>Sweden.</i>
<i>Suisse.</i>	Paul DINICHERT. D ^r H. CARRIÈRE.	<i>Switzerland.</i>
<i>Uruguay.</i>	Alfredo DE CASTRO.	<i>Uruguay.</i>
<i>Venezuela.</i>	<i>Ad referendum</i> L. G. CHACÍN ITRIAGO.	<i>Venezuela.</i>

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Ma signature est subordonnée à la réserve faite par moi relativement au paragraphe 2 de l'article 22, à la séance du matin du 12 juillet 1931.

RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

Dépôt des ratifications :

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	28 avril 1932.
PORTUGAL	17 juin 1932.
SUÈDE	12 août 1932.
PERSE	28 septembre 1932.
CANADA	17 octobre 1932.
INDE	14 novembre 1932.
MEXIQUE	13 mars 1933.
MONACO	20 mars 1933.
ITALIE	21 mars 1933.
GRANDE-BRETAGNE ET IR- LANDE DU NORD	1 ^{er} avril 1933.
Même réserve que pour la Convention.	
CUBA	4 avril 1933.
BRÉSIL	5 avril 1933.
COSTA-RICA	5 avril 1933.
ESPAGNE	7 avril 1933.
URUGUAY	7 avril 1933.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	8 avril 1933.
ALLEMAGNE	10 avril 1933.
BELGIQUE	10 avril 1933.
EGYPTE	10 avril 1933.
FRANCE	10 avril 1933.
LITHUANIE	10 avril 1933.
SUISSE	10 avril 1933.
POLOGNE	11 avril 1933.
ROUMANIE	11 avril 1933.
VILLE LIBRE DE DANTZIG, (par l'intermédiaire de la Pologne)	18 avril 1933.
PAYS-BAS	22 mai 1933.

Y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao.

L'instrument de ratification spécifie que la réserve relative au paragraphe 2 de l'article 22, telle qu'elle avait été formulée par le Représentant des Pays-Bas au moment de la signature du Protocole, doit être considérée comme retirée.

SAINT-MARIN	12 juin 1933.
CHILI	20 novembre 1933.
SIAM	22 février 1934.

Adhésions :

NICARAGUA	16 mars 1932.
PÉROU	20 mai 1932.
SOUDAN	18 janvier 1933.
TURQUIE	3 avril 1933.
HONGRIE	10 avril 1933.
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE	11 avril 1933.
TCHÉCOSLOVAQUIE	12 avril 1933.

Adhésion sous réserve de ratification :

HONDURAS.

RATIFICATIONS AND ACCESSIONS.

Deposit of ratifications :

UNITED STATES OF AMERICA	April 28, 1932.
PORTUGAL	June 17, 1932.
SWEDEN	August 12, 1932.
PERSIA	September 28, 1932.
CANADA	October 17, 1932.
INDIA	November 14, 1932.
MEXICO	March 13, 1933.
MONACO	March 20, 1933.
ITALY	March 21, 1933.
GREAT BRITAIN AND NOR- THERN IRELAND	April 1, 1933.
Same reservation as for the Convention.	
CUBA	April 4, 1933.
BRAZIL	April 5, 1933.
COSTA RICA	April 5, 1933.
SPAIN	April 7, 1933.
URUGUAY	April 7, 1933.
DOMINICAN REPUBLIC	April 8, 1933.
GERMANY	April 10, 1933.
BELGIUM	April 10, 1933.
EGYPT	April 10, 1933.
FRANCE	April 10, 1933.
LITHUANIA	April 10, 1933.
SWITZERLAND	April 10, 1933.
POLAND	April 11, 1933.
ROMANIA	April 11, 1933.
FREE CITY OF DANZIG (through the intermediary of Poland).	April 18, 1933.
THE NETHERLANDS	May 22, 1933.

Including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The instrument of ratification specifies that the reservation relating to paragraph 2 of Article 22, as formulated by the Netherlands Representative at the time of signature of the Protocol, should be considered as withdrawn.

SAN MARINO	June 12, 1933.
CHILE	November 20, 1933.
SIAM	February 22, 1934.

Accessions :

NICARAGUA	March 16, 1932.
PERU	May 20, 1932.
SUDAN	January 18, 1933.
TURKEY	April 3, 1933.
HUNGARY	April 10, 1933.
IRISH FREE STATE	April 11, 1933.
CZECHOSLOVAKIA	April 12, 1933.

Accession subject to ratification :

HONDURAS.

